

Initiatives ministérielles

En tant que contribuables, nous payons non seulement leur transport, mais aussi leurs mémoires. Les Canadiens intéressés n'ont certainement pas besoin de 40 000 \$ pour faire part au ministre des questions particulières qu'il devrait traiter dans l'examen des programmes sociaux.

Pendant que je faisais mon internat, je suis allé faire de l'alpinisme un jour. Monsieur le Président, vos pages sont encore assez jeunes pour faire de l'alpinisme. Je me permets de vous raconter mon aventure. Je voulais escalader le mont Assiniboine. Avec 11 870 pieds, c'est l'un des plus hauts sommets des Rocheuses. C'est une montagne bien connue qui ressemble un peu au mont Cervin. C'est une montagne d'envergure à entreprendre, et j'avais un gros sac à dos. Je me suis rendu avec un ami.

• (1325)

À Assiniboia, nous avons rencontré un gars de Californie, un jeune colosse doté de tout l'équipement perfectionné. Je n'avais jamais vu autant de matériel d'alpinisme de ma vie. Il avait tout ce qu'il y avait de plus moderne et de meilleur. Il possédait des cordes que nous n'avions pas les moyens de nous payer. Nous avions des cordes bon marché, et tout notre matériel était usé, défraîchi.

Nous nous préparions à entreprendre l'ascension quand il nous a demandé s'il pouvait se joindre à nous. Il faisait bonne impression avec tout son équipement, mais l'alpinisme, c'est un peu dangereux. Nous lui avons demandé de nous parler de son expérience. Il avait escaladé des sommets de tous genres, presque partout. Il avait fait celui-ci, celui-là, et il avait tout cet équipement, alors nous lui avons demandé de se joindre à nous. Il a accepté.

Nous sommes montés tôt le matin. Nous devons emprunter un passage particulier à l'ombre du glacier, où il y a très peu de risque si l'on passe le matin, car le soleil est alors trop faible pour faire fondre la glace et la neige. Nous sommes donc montés par cet endroit à trois heures du matin, avant le lever du soleil. À un moment donné, l'ascension est devenue un peu difficile et nous avons fait une cordée. Mon ami et moi étions aux extrémités et l'étranger, au milieu. Nous avons commencé à monter un à la fois, utilisant la corde uniquement pour plus de sécurité.

Nous sommes arrivés à une pente de gravier qui se terminait par une haute falaise. C'est alors que le jeune homme du milieu est tombé. Il a glissé sur la pente, en bas de la falaise. Bien sûr, la corde visait justement à nous permettre de le retenir, mais, comme j'essayais de bien ancrer mon pied, j'ai aussi glissé et me suis mis à dévaler la pente: une chute de 1 500 pieds directement vers le bas de la falaise. Heureusement, comme mon ami se trouvait plus haut, à un endroit plus sûr, il a pu arrêter notre chute.

Les pages se demandent peut-être quelle leçon je veux tirer de cette aventure sur le mont Assiniboine. C'est que notre société est exposée à un risque énorme, si nous ne faisons rien pour nous attaquer à la dette. Nous irons vers la catastrophe et il n'y aura rien pour nous retenir. Il ne sera plus question des programmes sociaux à ce moment.

Nous parlons d'examiner nos programmes sociaux, mais, si nous n'arrivons pas à contrôler la dette, nous pourrions les oublier complètement. C'est arrivé à bien d'autres pays et l'exemple le plus frappant, c'est celui de la Nouvelle-Zélande. Le domaine

que je connais le mieux est celui des soins de santé et je sais ce qui est arrivé au régime des soins de santé de la Nouvelle-Zélande quand la dette est devenue incontrôlable. Le régime d'assurance-maladie socialiste est disparu, de sorte que chaque visite chez le médecin entraîne des frais. La toux est devenue synonyme de sous. Voulons-nous cela au Canada? Avons-nous besoin de cela au Canada? Non. L'examen des programmes sociaux est nécessaire, voire obligatoire. Vous, les pages, vous devriez prendre part à l'examen des programmes sociaux. Je vous le demande, je vous en supplie. Vous devez y participer. Vous devez dire aux gens de ma génération ce qui compte pour vous dans cet examen des programmes sociaux. Merci de m'avoir écouté.

M. Jesse Flis (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, il faut rappeler aux téléspectateurs que nous débattons ici de la motion n° 15, voulant que la Chambre prenne note des progrès réalisés à ce jour à l'égard de la réforme des programmes de sécurité sociale qu'envisage le gouvernement ainsi que des opinions exprimées par les Canadiens au sujet de cette réforme.

La semaine dernière, comme la Chambre ne siégeait pas, j'en ai profité pour tenir une assemblée publique dans ma circonscription, à Toronto. Beaucoup de gens y ont assisté et je voudrais vous faire part ici des opinions qui y ont été exprimées.

Tous les participants à cette assemblée publique ou presque ont convenu qu'une économie forte est le fondement d'une société robuste. Ils ont approuvé aussi les deux priorités du gouvernement, à savoir la création d'emplois et la croissance économique. Le gouvernement fédéral va atteindre ces deux objectifs prioritaires en créant un climat financier sain, en réduisant le déficit fédéral et en épongeant éventuellement la dette publique, comme on l'a déjà fait remarquer au cours du présent débat.

• (1330)

Il va renforcer la situation économique du Canada au moyen d'investissements, d'innovations et d'échanges commerciaux, réexaminer ses programmes et ses priorités, s'assurant de concentrer ses énergies aux bons endroits et de la façon la plus efficace possible et, enfin, il a comme priorité de réformer la sécurité sociale.

Pourquoi une réforme de la sécurité sociale fait-elle partie de ce programme de relance? Parce que de bons programmes sociaux vont aider les gens à trouver un emploi. Les programmes actuels n'y réussissent pas très bien. Il est temps de repenser et de moderniser nos programmes de sécurité sociale afin d'établir un système qui va aider les gens à trouver un emploi, à ne plus compter sur l'aide sociale et à assurer une vie meilleure à leur famille.

Lorsque j'étais dans l'enseignement, avant de venir à la politique active, j'ai connu des familles qui vivaient de l'aide sociale depuis deux ou trois générations. Il faut que cela cesse. Il faut affronter et résoudre le problème de la pauvreté chez les enfants.

Il nous incombe à tous, Canadiens, d'établir un système juste, abordable et efficace de programmes qui ouvre des portes au lieu d'en fermer, qui offre des possibilités d'un bout à l'autre de notre magnifique pays. Le gouvernement fédéral a soumis quelques options aux Canadiens. Il invite maintenant tous les Canadiens à se demander comment nous pourrions édifier un tel système, comment il faudrait modifier nos programmes sociaux pour